

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

JUIN 2014

[Maya Kandel, responsable du programme sur les Etats-Unis à l'IRSEM](#)

Sommaire

Focus : la désintégration irakienne	1
L'Irak pour Obama	1
L'Irak dans le débat intérieur américain (le débat partisan)	2
Le débat sur les options.....	2
Le lien avec le débat sur l'Afghanistan	3
Asie Pacifique, Chine, stratégie maritime	4
Afrique	4
Europe, OTAN, Russie.....	4
Le coup de tonnerre politique : la défaite de Cantor	5
En bref	5

Le mois dernier a été marqué par les événements en **Irak** et l'accélération de la **désintégration** du pays et de la région. L'évolution signe l'échec du *containment* de la **Syrie**.

Pour le reste, il a aussi été question de la **Chine** à Washington, alors que la Navy élabore la **nouvelle stratégie maritime** américaine pour le 21^e siècle.

Enfin, coup de tonnerre en **politique intérieure** avec la défaite aux primaires du numéro deux de la Chambre, le républicain Eric **Cantor**.

Focus : la désintégration irakienne

La série noire continue pour Obama sur la politique étrangère, pourtant son point fort au moment de sa réélection en 2012. Voilà donc l'Irak qui revient hanter le président américain, alors même que l'Irak a un poids particulier dans son histoire politique personnelle. En quatre points, voici un rapide tour d'horizon sur les Etats-Unis, Obama et le [chaos irakien](#).

L'Irak pour Obama

L'Irak, plus précisément l'opposition à la guerre en Irak, constitue sans doute le marqueur identitaire le plus fort d'Obama, puisque dès 2002 Obama déclarait que l'Irak était une « guerre stupide »

(*dumb war*) donc avant même l'invasion (2003). Ces propos le différencient de nombreux démocrates qui vont voter pour la guerre (Hillary Clinton, John Kerry), et son opposition à la guerre en Irak est l'un des facteurs qui lui permet de l'emporter dans la bataille des primaires contre Hillary Clinton, puis face au candidat républicain John McCain lors de l'élection générale de 2008.

Ce qu'on peut résumer en une phrase : si la politique étrangère de George W. Bush a été une réaction au 11 septembre 2001, celle d'Obama a été une réaction à cette réaction, avec comme objectif de solder du mieux possible l'héritage de son prédécesseur (mettre fin aux guerres de Bush). D'où l'ironie (tragique) de la situation actuelle en Irak.

Quel est aujourd'hui le débat sur l'Irak à Washington ? En réalité, il y a deux débats en ce moment : le débat partisan, le plus présent ; et le débat sur les options possibles et l'avenir de l'Irak.

L'Irak dans le débat intérieur américain (le débat partisan)

Ici il faut avant tout rappeler l'état de polarisation extrême de la vie politique à Washington, à des niveaux inédits depuis la fin du 19^e siècle. Aujourd'hui les républicains font feu de tout bois pour critiquer Obama.

Or pendant le premier mandat, ces critiques étaient concentrées sur la politique intérieure, pour diverses raisons (opposition de la population dans son ensemble à la guerre en Irak et à la politique de Bush, réaction conservatrice aux plans de relance budgétaire de la fin 2008/début 2009 et surtout au vote de la réforme de santé), tandis qu'Obama semblait protégé sur la politique extérieure (retrait d'Irak, mort de Ben Laden, Libye semblant encore un succès et printemps arabes n'ayant pas encore fait basculer la région dans le chaos).

Depuis quelques temps déjà, on assiste à un retour de bâton, qui a permis aux républicains de retrouver un de leurs angles d'attaques favoris contre les démocrates, l'accusation de faiblesse et de brader le leadership américain (critique récurrente depuis quatre décennies), avec une succession d'événements internationaux qui semblent leur donner raison : Syrie, Ukraine, mais aussi en Asie (Pékin en mer de Chine du Sud) et maintenant donc en Irak.

Au-delà, on a également une tentative de revanche des néoconservateurs qui ont mal vécu leur mise au ban de l'establishment de politique étrangère. Leurs réactions n'en sont pas moins surprenantes, par exemple quand [Dick Cheney](#) accuse Obama d'avoir perdu l'Irak sans rappeler son rôle dans le déclenchement et les modalités de l'invasion, ou quand [Paul Bremer](#) (qui a démantelé armées, polices et baasistes avec les résultats catastrophiques que l'on sait) explique que « seule l'Amérique peut sauver l'Irak ».

Ce qui est vrai, c'est que l'administration Obama n'a pas réussi (ou pas mis assez d'énergie) à [négocier l'immunité juridique](#) et donc le maintien de quelques milliers de soldats américains en Irak après 2011, dont la présence sur place aurait peut-être évité la catastrophe actuelle.

Mais ce qui est certain aussi, c'est que ce sont le gouvernement Maliki et le parlement irakien qui ont refusé de ratifier l'accord ; car à l'époque le départ des Américains arrangeait tout le monde, chiites et sunnites, Irakiens et Iraniens, et bien sûr Américains.

Le débat sur les options

Fidèle à son approche de prédilection, et à son hostilité quasi-idéologique pour toute solution militaire (au sens de l'emploi de la force, ici des bombardements), Obama a donc décidé d'envoyer 300 conseillers militaires américains sur le terrain en Irak (forces spéciales pour l'essentiel), en plus des 275 Marines déjà dépêchés pour protéger les ressortissants et ambassade américaine ; au 1^{er} juillet, il envisagerait d'envoyer 200 soldats supplémentaires pour la protection de l'ambassade américaine sur place. Des frappes (des drones armés survolent déjà l'Irak) sont toujours « à l'étude ».

La priorité de la Maison Blanche, qui explique aussi l'extrême prudence d'Obama, est de ne pas apparaître comme appartenant à un camp dans le conflit sunnite/chiite. Par ailleurs, le [facteur iranien](#) et le [lien avec la Syrie](#) compliquent encore la donne, sur deux dossiers emblématiques et symboliques pour la politique étrangère d'Obama, l'un en raison de son activisme, l'autre à l'inverse pour sa passivité.

En réalité, les frappes potentielles doivent être aussi comprises comme un effet d'annonce destiné au débat partisan (voir ci-dessus) et notamment les critiques au Congrès. Il faut cependant rappeler ici que, si l'on entend beaucoup ces critiques (l'inévitable McCain), en réalité :

Les [démocrates sont alignés](#) derrière la prudence présidentielle ;

La majorité des vétérans, républicains comme démocrates, de la guerre d'Irak au Congrès sont également [favorables à la prudence](#) ;

De même qu'une fraction importante des conservateurs donc des républicains (voir cet [éditorial de Rand Paul](#) dans le *Wall Street Journal* du 19 juin, pitch parfait pour un candidat à la présidentielle tant il semble en phase avec l'opinion américaine ; la question : quel impact aura-t-il sur la [politique étrangère des républicains](#)) ;

Les Américains sont [divisés](#), les [vétérans](#) davantage favorables à la prudence que les autres, et la population reste [ambivalente](#) puisqu'elle approuve les choix d'Obama tout en désapprouvant sa politique générale (à noter cette excellente nouvelle [étude du Pew Research Center](#) qui fait une typologie politique des divisions des Américains).

Par ailleurs, des frappes aujourd'hui n'auraient ni effet ni intérêt militaire, en tout cas pas pour défendre Bagdad, déjà bien défendue et que l'EEIL n'a ni l'intention ni les moyens de prendre. Le risque étant grand pour les Etats-Unis s'ils bombardaient de passer pour [la force aérienne des chiites](#) avec des conséquences désastreuses non seulement dans la région mais également en Irak (renforcer le soutien de la population sunnite à EEIL et la cohésion de [l'alliance composite](#) qui composent les forces sunnites). C'est ce qu'ont dit [Dempsey et Hagel](#) pour le Pentagone lors de leur audition au Congrès le 18 juin.

Donc Obama a choisi l'approche indirecte, avec des forces spéciales qui pourront se partager le travail de conseil, formation et encadrement aux côtés des Iraniens (et bientôt des Russes, qui envoient également des conseillers en Irak). Les deux pays connaissent bien le terrain, les deux ont fait récemment la guerre à l'Irak.

Pour finir sur les frappes, il faut aussi rappeler que les Etats-Unis ont déjà mené cette guerre il y a quelques années, avec au plus fort 170 000 soldats sur place. Ce ne sont pas quelques frappes de drones et quelques centaines d'hommes qui pourront refaire le *surge*, dont le succès était lié au retournement d'une grande partie de la coalition sunnite (et des bombardements pourraient on l'a dit avoir l'effet inverse).

Le lien avec le débat sur l'Afghanistan

Il n'a pas encore été vraiment lancé, mais il est sûrement à venir : l'expérience irakienne devrait avoir un impact sur [le débat sur le retrait américain d'Afghanistan](#). Cela dit, les deux principaux candidats à la présidentielle afghane se sont dits favorables à la signature de l'accord avec les Etats-Unis permettant le maintien d'une présence de 10 000 militaires américains sur place.

On notera par ailleurs que l'Afghanistan n'a pas la richesse pétrolière de l'Irak et donc que les forces armées afghanes sont encore plus dépendantes des Etats-Unis. Là encore, il faudra [compter avec l'Iran](#).

Mais il faut ajouter que ceux qui critiquent aujourd'hui la politique d'Obama en Irak accusant le retrait de 2011 d'être à l'origine de la situation actuelle pourraient être les mêmes qui refuseraient de voter les crédits de financement pour la formation de l'armée afghane au Congrès.

Bref, pour conclure provisoirement sur un dossier sur lequel on reviendra, l'absence de consensus et la polarisation politique aux Etats-Unis continuent d'avoir un impact désastreux sur la politique étrangère américaine.

Asie Pacifique, Chine, stratégie maritime

On annonce une [nouvelle stratégie maritime](#) américaine pour le 21^e siècle ; [la Chine](#) est bien sûr au centre des préoccupations de la Navy.

Le dernier [rapport du DoD](#) sur les capacités militaires de la Chine est paru ; il critique notamment le manque de transparence de Pékin sur sa stratégie d'expansion militaire.

Le point sur l'[accord de défense](#) entre Etats-Unis et Australie.

[Interception réussie](#) au-dessus du Pacifique dans le dernier test en date sur la défense antimissile.

22 pays dont la Chine [participent à RIMPAC](#), le plus grand exercice multinational naval autour des Etats-Unis, et c'est en Asie bien sûr.

Afrique

Instruit par l'Irak et l'Afghanistan, le Congrès tente d'imposer une meilleure supervision par AFRICOM des [entreprises militaires privées en Afrique](#).

Intéressant reportage sur le commandant de SOCAFRICA, le [Gal Lindner](#), commandant des forces spéciales pour l'Afrique. Forces spéciales qui ont [capturé en Libye](#) le principal suspect de l'attaque contre le consulat américain de Benghazi en 2012

Portrait du prochain commandant des forces spéciales américaines, le [Gal Joseph Votel](#), qui va remplacer McRaven à la tête de SOCOM.

Nouveau [rapport du GAO](#) sur la gestion par le département d'Etat du programme PREACT pour l'Afrique de l'Est (bilan : peut mieux faire).

Europe, OTAN, Russie

Présence militaire américaine en hausse en Europe orientale : multiplier les exercices et la visibilité :

L'Air Force [déploie deux B-2](#).

La Navy envoie un [second navire à Rota](#) (Espagne) sous commandement permanent OTAN.

L'OTAN fait de grandes manœuvres [dans les Etas baltes](#).

Le coup de tonnerre politique : la défaite de Cantor

Défaite du numéro deux de la Chambre, le républicain Eric Cantor, qui visait le poste de Speaker et a perdu face à un challenger estampillé Tea Party lors de primaires dans son Etat (avant les élections parlementaires de novembre prochain) : inédit dans l'histoire américaine, l'événement a été un [coup de tonnerre](#) non seulement dans le camp républicain mais aussi pour l'ensemble de la classe politique américaine. [Du jamais vu](#) dans l'histoire du Congrès.

[Comment interpréter](#) cette défaite ? La question a largement occupé le monde politique et les médias américains – pendant quelques jours au moins : la faute à l'immigration ? retour du Tea Party ? En réalité, il semble surtout que tout à sa soif de pouvoir et à son ambition pour s'emparer de Washington, Cantor ait [négligé ses administrés](#), dans un système américain où lesdits électeurs sont prompts à rappeler à l'ordre leurs élus – dans ce cas, en lui préférant un professeur inconnu qui n'avait même [pas été soutenu](#) en l'occurrence par les grands groupes du [Tea Party](#) et a fait une campagne incroyablement bon marché.

En bref

Le Pentagone liste ses [30 premiers fournisseurs](#) pour stimuler la concurrence.

Rapport du [GAO sur CENTCOM](#) : plus 70% de 2001 à 2013, augmentation de moyens qui a concerné principalement le renseignement et les forces spéciales de théâtre.

Nouveau [manuel pour la COIN](#) réoriente la stratégie américaine vers le soutien du pays hôte plutôt que l'intervention directe.

La Maison Blanche a rendu public (enfin, pas tout à fait car de nombreux passages sont « rétractés ») le [memo](#) justifiant l'assassinat ciblé de citoyens américains.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#). Vous pouvez également suivre mon compte Twitter de veille sur les Etats-Unis [ici](#).